

## La contribution du secteur privé et de la société civile à une meilleure nutrition

Discussion N. 92 du 5 au 26 septembre 2013

Dans le cadre des travaux préparatoires de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN-2), une réunion technique préparatoire se tiendra du 13 au 15 novembre 2013 au Siège de la FAO à Rome. Pour plus d'informations, veuillez consulter :

[www.fao.org/food/politiques-et-strategies-nutritionnelles/icn2/fr](http://www.fao.org/food/politiques-et-strategies-nutritionnelles/icn2/fr)

Afin d'éclairer et d'apporter des informations à cette réunion, plusieurs discussions en ligne sont prévues dans certaines sphères thématiques. Cette discussion en ligne sur le thème « **La contribution du secteur privé et de la société civile à une meilleure nutrition** » vous invite à présenter des preuves et à échanger des opinions sur la façon dont le secteur privé et la société civile peuvent contribuer à améliorer le régime alimentaire et la nutrition, en particulier dans les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables sur le plan nutritionnel, et sur la manière de perfectionner le suivi et l'évaluation.

Pour beaucoup d'entre nous, la CIN2 peut constituer une occasion unique pour attirer l'attention mondiale sur la nutrition et parvenir ainsi à un accord sur les mesures à prendre pour améliorer la nutrition. Un meilleur accès à une alimentation et une nutrition améliorées pour davantage de personnes constitue certes un objectif consensuel, mais comment pouvons-nous réaliser cet objectif et quelles sont les mesures à prendre dans chaque secteur en termes individuels et collectifs ?

Le monde doit, de toute évidence, produire assez d'aliments, sur le plan de la quantité et de la qualité en termes de variété, de diversité, de sûreté et de contenu en nutriments, pour une population qui dépassera les 9 milliards de personnes en 2050. Comment y parvenir de façon durable et atteindre l'objectif de faim zéro ? Dans les dernières discussions du Forum FSN, les participants ont tous reconnu l'importance de systèmes alimentaires et agricoles propres à renforcer la nutrition pour lutter contre la malnutrition

([www.fao.org/fsnforum/forum/discussions/nutrition-enhancing-agriculture](http://www.fao.org/fsnforum/forum/discussions/nutrition-enhancing-agriculture) et garantir des régimes alimentaires sains et variés. Le rôle des filets de sécurité sociale

([www.fao.org/fsnforum/forum/discussions/social-protection-and-nutrition](http://www.fao.org/fsnforum/forum/discussions/social-protection-and-nutrition)) protégeant la nutrition a également été souligné, de même que l'application de mesures directes pour atténuer le retard de croissance et s'attaquer à la malnutrition aiguë.

Si nous considérons que l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est un essentiellement un problème de pauvreté, la stratégie pour s'attaquer à cette insécurité devra être basée sur un développement inclusif et large ainsi que sur une croissance économique durable. La Banque mondiale nous rappelle en effet que l'investissement en nutrition est plus que justifiable d'un point de vue économique, car chaque dollar investi rapporte jusqu'à trente dollars et, dans son [rapport 2013 sur La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture](#), la FAO estime que le coût annuel de la malnutrition est de 500 dollars des États-Unis par personne! Il ressort clairement de ce constat que le développement économique est un élément essentiel dans le combat contre la faim et la pauvreté.

Les agriculteurs, les associations et les coopératives d'agriculteurs jouent un rôle primordial pour alimenter le monde. Les petits exploitants agricoles, en tant qu'entrepreneurs qui investissent et innovent, constituent la base d'un développement agricole susceptible de résoudre efficacement les problèmes de pauvreté, de faim et de malnutrition. Le secteur privé a donc un rôle essentiel à jouer pour développer l'agriculture durable et garantir la nutrition pour tous. Si les gouvernements ne sont pas en mesure d'alimenter les habitants de façon durable, ils doivent s'attaquer aux obstacles structurels qui freinent le développement, tout en favorisant l'application des politiques qui permettent au secteur privé de continuer à innover et à investir dans le secteur alimentaire et agricole. Ceci implique un soutien au développement d'entreprises locales.

Il est également indispensable que les organisations de la société civile (y compris les ONG, les mouvements sociaux et les organisations communautaires) en particulier celles qui représentent la population la plus vulnérable à la faim et à la malnutrition (notamment les petits producteurs de denrées alimentaires et les paysans sans terre, les travailleurs agricoles, les pêcheurs et les travailleurs de la pêche, les éleveurs et les pasteurs, les habitants des forêts, les minorités ethniques et les populations autochtones, les femmes et les jeunes) participent activement à ce mouvement afin de garantir la coordination, l'appropriation, l'efficacité et la responsabilité des mesures adoptées pour améliorer la nutrition. Il est impérieux de faire des efforts proactifs pour encourager la participation des représentants de la société civile, de manière à avoir une représentation équilibrée en termes de base, de type d'organisation, de distribution géographique, de genre et d'âge.

Tous les secteurs doivent s'unir pour parvenir à cet objectif commun. Les entreprises privées, la société civile, les centres d'expertise et le gouvernement (le *golden quadrant*) doivent se mettre d'accord pour trouver des politiques efficaces et efficientes, des pratiques durables et des solutions alimentaires qui parviennent à tous ceux qui en ont besoin. Dans le même temps, des solutions agroalimentaires doivent être trouvées pour garantir la fourniture d'aliments nutritifs, sains et répondant à la demande des consommateurs.

Trois types de mesures de base sont requises pour garantir un meilleur accès à une alimentation et une nutrition améliorées pour davantage de personnes : 1. établir un lien entre l'agriculture, l'alimentation et la nutrition à tous les niveaux; 2. investir dans de nouvelles idées et des modèles de prestation alternatifs; et 3. aligner les programmes (y compris un programme unique des Nations Unies en matière de nutrition) et travailler de concert pour relever le défi de la Faim Zéro. Faire de la faim zéro un objectif horizontal et veiller à ce que l'agenda des OMD pour l'après-2015 considère explicitement la sécurité nutritionnelle comme partie intégrante de la sécurité alimentaire et vice-versa.

Nous vous invitons à centrer vos commentaires sur la présente note ainsi que sur les [les documents de référence et les études d'experts élaborés pour la CIN2](#) présentées pour cette discussion, ainsi que sur les quatre groupes suivants de questions:

- **Questions de politique:** Quel rôle le secteur privé et la société civile peuvent-ils jouer dans la conception et la mise en oeuvre de politiques susceptibles de conduire à ce que l'agriculture et les systèmes alimentaires renforcent davantage la nutrition ? Quelles sont les lacunes en matière de connaissances ?
- **Questions programmatiques :** Quels ont été les cas réussis et les leçons apprises par le secteur privé et la société civile dans l'application de programmes agricoles et de systèmes alimentaires qui renforcent la nutrition à l'échelon des pays ? Comment superviser l'impact de ces programmes sur la consommation alimentaire et la nutrition ?
- **Gouvernance:** Quels sont les changements à introduire pour garantir que le secteur privé et la société civile participent à la mise en place de mécanismes de gouvernance efficaces et durables en matière d'agriculture, de systèmes alimentaires et de nutrition?
- **Partenariats :** Quelle contribution le secteur privé et la société civile peuvent-ils apporter pour travailler de façon intersectorielle et établir de solides relations entre l'alimentation et l'agriculture, la protection sociale, l'emploi, la santé, l'éducation et d'autres secteurs stratégiques ? Comment gérer le « *golden quadrant* » pour créer et améliorer des partenariats durables ? Quels sont les exemples de travail conjoint avec le secteur privé, la société civile, les gouvernements dans le cadre de projets à l'échelle du système des Nations Unies (comme SUN, ZHC, etc.) ?

Le résultat de cette discussion en ligne servira à enrichir les discussions de la réunion technique préparatoire qui aura lieu du 13 au 15 novembre 2013 et ensuite à éclairer et informer l'événement principal de haut niveau de la CIN2 en 2014.

Nous vous remercions à l'avance du temps que vous allez consacrer à ce partage de connaissances et d'expériences.

Nous restons dans l'attente de vos contributions.

Les modérateurs :

*Robynne Anderson*

*Etienne du Vachat*